



**HAL**  
open science

## Venezuela 2012 : perspectives à l'horizon des élections présidentielles

Olivier Folz, Adeline Joffres

► **To cite this version:**

Olivier Folz, Adeline Joffres. Venezuela 2012 : perspectives à l'horizon des élections présidentielles. 2012. hal-02008336

**HAL Id: hal-02008336**

**<https://hal.science/hal-02008336>**

Submitted on 26 Apr 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

## **Venezuela 2012 :**

### **perspectives à l'horizon des élections présidentielles**

Après 14 années au pouvoir, soit deux mandats consécutifs de 6 ans, le bilan d'Hugo Chávez s'avère mitigé. D'un côté, les nombreuses missions mises en place à partir de 2003 et financées grâce à la manne pétrolière ont permis d'enregistrer d'importants et indéniables progrès sociaux. De l'autre, les résultats économiques contrastés, la corruption, la recrudescence du bureaucratisme et l'insécurité corrodent progressivement le socle sur lequel repose le régime chaviste.

Du reste, une enquête d'opinion publiée au dernier trimestre 2011<sup>1</sup> révèle que les principales préoccupations des familles vénézuéliennes sont la délinquance, l'augmentation du coût de la vie, l'habitat et le chômage. D'autres sondages<sup>2</sup> soulignent que les Vénézuéliens s'avouent déçus par une politique éloignée de l'esprit initial « révolutionnaire », « bolivarien » et « socialiste » du programme d'Hugo Chávez. Mais selon les mêmes sources, ceux-ci déplorent aussi l'absence d'un projet politique alternatif clairement identifié et crédible.

Le 7 octobre 2012, date des prochaines élections présidentielles, s'annonce donc comme une date charnière pour le devenir de la *révolution bolivarienne* reconvertie en « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle » depuis 2005.

### **Une relance économique laborieuse**

Sur le plan économique, après avoir été fortement touchée par la crise mondiale de 2008-2009 et avoir vu sa monnaie (le *bolívar*) dévaluée de 20 % en janvier 2010, l'économie vénézuélienne semble enfin montrer des signes de redressement. En effet, après vingt-deux trimestres de ralentissement et deux années de contraction (2009-2010)<sup>3</sup>, le pays renoue enfin avec la croissance. En 2011, le PIB vénézuélien était de 4,2 %, et pour le premier semestre 2012, il enregistre une nouvelle progression de l'ordre de 5 %<sup>4</sup>. Cette augmentation s'explique, en grande partie, par le comportement positif de l'activité pétrolière<sup>5</sup>, mais également du secteur financier et du secteur de la construction<sup>6</sup>.

Ces bons résultats ne doivent cependant pas occulter certains indicateurs qui restent assez préoccupants. À titre d'exemple, nous citerons l'inflation chronique à deux chiffres<sup>7</sup>, la plus élevée d'Amérique latine, qui oscille entre 25 et 30 % depuis le second mandat d'Hugo Chávez ; le taux de chômage qui stagne autour des 9 %<sup>8</sup> ; la dette publique qui ne cesse de croître (même si celle-ci reste supportable<sup>9</sup>) et les réserves internationales qui, pour soutenir le déficit de la balance des paiements, subissent une forte diminution depuis 2009<sup>10</sup>.

En outre, même si le Venezuela possède les premières réserves de pétrole au monde, la production ne dépasse pas la barre des trois millions de barils par jour<sup>11</sup>. Cette stagnation s'explique, à la fois, par le licenciement de 18 000 employés ayant une grande expérience au sein de l'entreprise d'État PDVSA suite à la grande grève de janvier-février 2003 et par un recul des investissements<sup>12</sup>. À cela s'ajoute le problème de la dette de PDVSA qui, en 2011, atteint le chiffre record de 34 milliards de dollars<sup>13</sup>. Cette situation est d'autant plus préoccupante que depuis 2006, l'entreprise finance les

programmes sociaux et autres *missions*, soit directement, soit indirectement par le biais du Fonds de Développement Économique National (FONDEN)<sup>14</sup>. Il n'est pas question ici de discuter les choix de financement de la politique sociale du gouvernement. Il s'agit simplement de souligner que cette stratégie peut s'avérer risquée si, comme par le passé, les rentrées fiscales issues de la rente pétrolière venaient à diminuer. Cela est d'autant plus vrai que, parallèlement, les dépenses sociales de l'État ne cessent de croître<sup>15</sup>.

En ce qui concerne les échanges commerciaux, les multiples accords conclus avec de nouveaux partenaires comme la Chine, la Russie, le Brésil et l'Iran ne représentent pas encore une alternative aux partenariats historiques et ne modifient pas non plus la nature des échanges. En 2011, 95 % des exportations correspondent au secteur des hydrocarbures et les États-Unis restent les principaux acquéreurs du naphte vénézuélien. Quant aux importations, elles enregistrent une augmentation de l'ordre de 16,5 % par rapport à 2010<sup>16</sup>. Cette hausse s'explique à la fois par l'augmentation de la demande interne et par celle du cours du pétrole.

Les relations tendues qu'entretiennent l'État et une partie non négligeable du secteur privé participent également de la faible activité de l'économie nationale. D'une part, les expropriations et les nationalisations, ainsi que les contrôles des prix et de la production imposés par le gouvernement réduisent considérablement le rôle du secteur privé. De l'autre, ce dernier ne se montre pas toujours disposé à collaborer avec les autorités en place pour des raisons essentiellement d'ordre politique.

En somme, l'économie vénézuélienne n'a toujours pas résolu ses problèmes structurels. Outre l'hypertrophie du secteur public, elle repose toujours presque exclusivement sur l'exploitation des hydrocarbures et reste mono-exportatrice. Elle demeure donc tributaire du marché mondial du pétrole et, par conséquent, elle reste sujette à des crises cycliques.

## **Un bilan social en demi-teinte**

En 2011, la concomitance de l'embellie économique et des échéances électorales de 2012 a pour effet de remettre la question sociale au premier plan. En effet, alors que depuis 2003 d'importants progrès avaient été enregistrés dans le domaine social<sup>17</sup>, à partir de 2008, la baisse progressive des recettes fiscales<sup>18</sup> a contraint l'État à réduire ses dépenses. Dès lors, les fonds alloués aux programmes sociaux ainsi qu'aux nombreuses *missions*<sup>19</sup> créées en 2003 sont revus à la baisse<sup>20</sup>. Dans les faits, cette politique de rigueur, conjuguée aux nombreux dysfonctionnements dans la gestion d'un grand nombre d'entités, a entraîné une stagnation, voire un léger fléchissement, de certains indicateurs portant sur le taux de pauvreté, la santé ou bien encore l'éducation<sup>21</sup>. Par ailleurs, les Vénézuéliens ont dû faire face à d'importants problèmes d'approvisionnement en eau et à des failles du réseau électrique. À cela s'ajoute le problème récurrent de la délinquance qui est devenu l'une des préoccupations majeures des Vénézuéliens<sup>22</sup>. En aval, la conjonction de tous ces facteurs a généré un fort mécontentement au sein de la population et une distanciation de l'électorat chaviste à l'égard de ses représentants. Le recul du nombre de voix en faveur du Parti Socialiste Uni du Venezuela (PSUV, parti d'Hugo Chávez) aux élections législatives de 2010 en atteste.

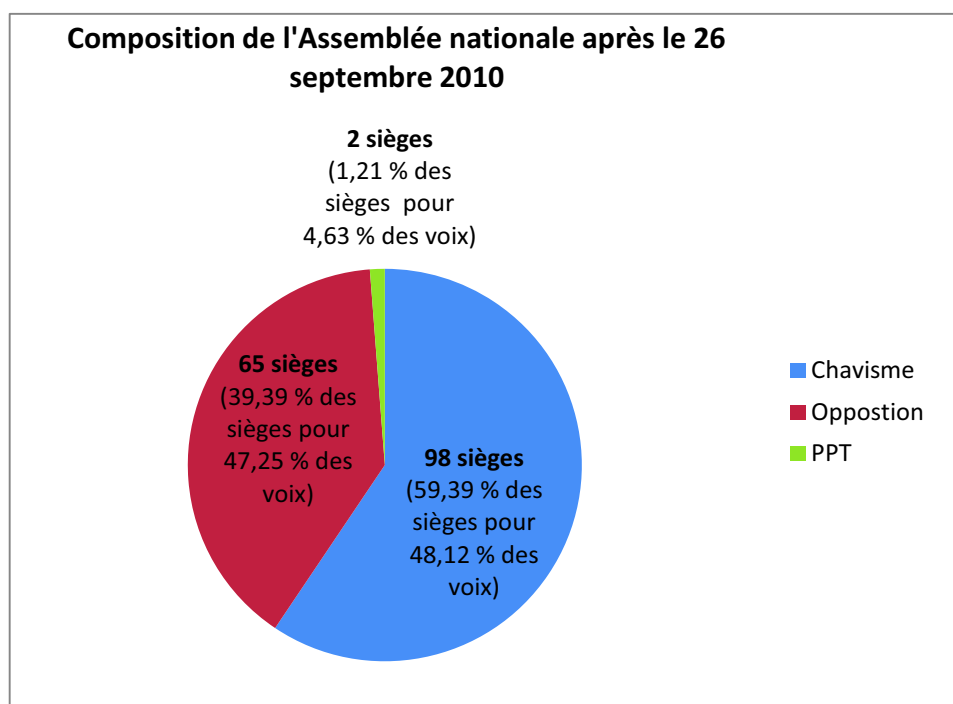
2011 marque donc la relance d'un vaste plan de mesures sociales. Parmi celles-ci, les plus emblématiques sont : trois hausses du salaire minimum en dix-huit mois<sup>23</sup>, soit

une plus grande redistribution des richesses en faveur des secteurs les plus défavorisés ; la relance de la mission santé (*Misión Barrio adentro*) ; la création de la mission logement, (*Misión Vivienda*) qui, depuis sa mise en place, a construit plus de 210.000 maisons pour pallier le déficit dans ce domaine et éliminer progressivement les *ranchos*<sup>24</sup> ; la mission pour la vie (*Misión a toda vida*) qui a pour objectif de répondre aux problèmes de l'insécurité ; la *Loi organique du travail*<sup>25</sup> et la *Loi contre les discriminations raciales*<sup>26</sup>.

Reste à savoir si ces mesures seront suffisantes pour reconquérir une partie de l'électorat chaviste traditionnel, déçu et fatigué par 14 années de *révolution bolivarienne* ?

## Une situation politique inédite : un préalable au changement politique ?

Alors que depuis 1998 les Vénézuéliens s'étaient habitués à la domination hégémonique de Hugo Chávez et de son parti, le Mouvement V<sup>e</sup> République (MVR) – devenu Parti Socialiste Uni du Venezuela (PSUV) en 2006<sup>27</sup> – par rapport aux autres partis, les élections parlementaires de 2010 semblent avoir sensiblement changé la donne. Contrairement aux élections précédentes (2000<sup>28</sup> et 2005<sup>29</sup>) et malgré un découpage favorable de la carte électorale, le parti au pouvoir (en l'occurrence le PSUV) ne parvient pas à obtenir la majorité qualifiée des 3/5, soit 99 sièges, qui garantissait au parti présidentiel le contrôle de la gestion courante des affaires publiques. En fait, le parti Patrie Pour Tous (PTT), qui soutenait le chef de l'État depuis 1997, se sépare partiellement de la majorité présidentielle à la faveur d'une scission et la Coordination de l'Unité Démocratique (Mesa de Unidad, MUD), constituée des principaux partis d'opposition, obtient un score très proche de celui du PSUV<sup>30</sup>. Ce rééquilibrage entre les différentes forces politiques qui composent le Parlement est d'autant plus significatif qu'il s'opère dans un contexte de forte participation (66,45 %), la plus élevée depuis 1988<sup>31</sup>.



Les résultats témoignent par ailleurs de recompositions à l'intérieur de l'opposition. Un Temps Nouveau (Un Nuevo Tiempo, UNT), le parti de Manuel Rosales (challenger de Chávez lors des présidentielles de 2006), se taille la part du lion avec 24,62 % des voix de l'opposition. Le parti Action Démocratique (AD), parti social-démocrate traditionnel de la IV<sup>e</sup> République, revient en force avec 21,54 % des voix. Avec 9,23 % des votes de la MUD, le parti Justice d'Abord (Primero Justicia, PJ) affiche un score plus mitigé, équivalent à celui du Parti social-chrétien du Venezuela (Comité de Organización Política Electoral Independiente, COPEI), autre parti historique jusqu'alors délaissé par les électeurs au même titre qu'AD depuis 1998.

Outre les facteurs invoqués précédemment, cette inflexion est également imputable à ce que d'aucuns perçoivent comme une radicalisation du régime, voire une dérive autoritaire. D'une part, le 15 février 2009, bien que le projet de réforme de la Constitution ait été rejeté à l'issue du référendum du 2 décembre 2007<sup>32</sup>, Hugo Chávez propose une seconde consultation électorale et réussit ainsi à faire amender la Charte constitutionnelle<sup>33</sup>. Cet amendement constitue un changement majeur puisqu'il offre la possibilité à Chávez de postuler pour un troisième mandat consécutif. D'autre part, le 17 décembre 2010, suite à de violentes inondations touchant dix États côtiers du pays, le gouvernement fait à nouveau voter une loi d'habilitation autorisant le Président à gouverner par décrets-lois pendant 18 mois. Si la catastrophe justifie effectivement l'état d'urgence invoqué, dans la mesure où elle permet de mettre en place des moyens de relogement des populations sinistrées (un argument politique de poids pour 2012) et d'entreprendre d'autres projets sociaux de grande ampleur (comme la Mission Logement), elle permet également à Chávez de réduire la portée de la nouvelle opposition parlementaire.

Aussi, suite aux bons résultats obtenus aux élections parlementaires de 2010 dans un contexte de forte participation électorale et d'essoufflement du vote chaviste, les principaux partis d'opposition décident-ils de concrétiser leur projet d'union en vue des élections présidentielles de 2012<sup>34</sup>. À cet effet, le 12 février 2012, ils organisent la tenue de primaires, les premières dans l'histoire du Venezuela, afin de désigner un candidat unique pour affronter le Président sortant. Des cinq postulants, Henrique Capriles Radonski, gouverneur de l'État de Miranda incarnant la nouvelle génération d'hommes politiques vénézuéliens, arrive en tête du scrutin avec presque 2 millions de voix. Au-delà du score, ces primaires auront mobilisé plus de 3 millions d'électeurs, confirmant ainsi l'engouement d'une partie non négligeable de la population pour le scrutin à venir.

Entre-temps, cinq autres candidats se sont lancés dans la course à la présidence<sup>35</sup>, mais les figures de proue de la campagne sont incontestablement Hugo Chávez et Henrique Capriles Radonski. Tous deux parcourent le pays en essayant de mobiliser leurs sympathisants et s'affrontent par médias interposés. De son côté, Hugo Chávez, en rémission apparente de son cancer, met en avant les résultats sociaux obtenus durant ses deux mandats et agite le spectre du retour aux politiques néo-libérales des années 1990 en cas de victoire de Henrique Capriles Radonski. Pour sa part, ce dernier se pose comme le candidat du changement et du renouveau. Il propose d'engager le pays dans une nouvelle voie qui se veut différente de celle empruntée par la *révolution bolivarienne*.

Au final, avec presque 19 millions d'électeurs inscrits au registre électoral, soit trois millions de plus qu'en 2006<sup>36</sup>, ces élections vont être les plus disputées depuis l'accession au pouvoir d'Hugo Chávez en 1998. Pour se maintenir au pouvoir, celui-ci devra récolter plus de voix qu'en 2006, soit plus de 7 millions. La tâche peut s'avérer difficile dans la mesure où cinq des États qui comptent le plus d'électeurs inscrits se sont prononcés en faveur de l'opposition lors des élections parlementaires de 2010<sup>37</sup>.

Toutefois, les acteurs-clés du scrutin seront sans doute les 18-30 ans. Majoritaires au sein de l'électorat<sup>38</sup>, les plus âgés n'avaient que 16 ans au moment de l'institutionnalisation de la *révolution bolivarienne* et peut-être auront-ils des vellétés de changement.

## **Une révolution bolivarienne entre idéologie et pragmatisme sur la scène mondiale**

### ***Une crédibilité internationale questionnée***

En 2009, l'Alliance Bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA), organisation intergouvernementale lancée en 2005 par le Venezuela et Cuba, est passée du rang d'Alternative à celui d'Alliance. L'ALBA a élargi ses missions et consolidé sa portée « intégratrice » avec le lancement de plusieurs projets régionaux comme Petrocaribe<sup>39</sup>, dans le sens d'un approfondissement de ses accords et principes originels : coopération, solidarité et complémentarité.

Les alliances extra-régionales privilégiées par Caracas visant notamment à atténuer les liens de dépendance du Venezuela envers les États-Unis abondent mais ne sont pas sans conséquences en termes d'image. Déjà en 2010, la vive dénonciation de l'assaut d'Israël contre la flottille humanitaire à destination de la bande de Gaza, ainsi que les déclarations du gouvernement Chávez au moment des révoltes qualifiées a posteriori de « printemps arabe », ont eu tendance à isoler le Venezuela dans ses positions. De même, le soutien affiché de Chávez, fin février 2011, au leader libyen Mouammar Khadafi, grand mécène de la gauche révolutionnaire vénézuélienne dans les années 1970-80, et sa proposition de médiation faite quelques jours plus tard ont suscité des interrogations quant à la nature profondément démocratique du processus bolivarien. Plus récemment, la défense du régime syrien au nom de la non-ingérence ternit également l'image du révolutionnaire chantre de la « diplomatie des peuples ».

Pour autant, la volonté du gouvernement vénézuélien de diversifier ses relations extérieures est avérée. Tant sur le plan énergétique que culturel, les liens étroits développés avec l'Afrique (principalement avec l'Algérie pour l'énergie et avec la Gambie et le Mali pour la culture) et l'Asie (avec la Chine en premier lieu, notamment aux plans économique, financier et énergétique) en témoignent.

Au vu de tous ces éléments, la stratégie vénézuélienne consiste donc à ménager des intérêts diversifiés et à insister sur la réussite de projets communs sans pour autant renoncer aux alliances stratégique-idéologiques, quitte à créer d'autres liens de dépendance Sud-Sud.

### ***Des liens régionaux renforcés***

L'évolution du contexte régional, mû par une nouvelle vague d'élections présidentielles entre 2009 et 2010, invite également à nuancer cet isolement tout en rappelant la part de pragmatisme non négligeable que comportent les relations internationales.

Si, depuis l'entrée en fonction de Dilma Rousseff à la présidence brésilienne en janvier 2011, les relations avec le Venezuela sont cordiales, la rencontre entre les deux mandataires a été repoussée plusieurs fois. La coopération commerciale entre les deux pays est certes maintenue, mais la présidente brésilienne a tardé à donner un signe fort de rapprochement politique, jusqu'à la ratification récente de l'entrée du Venezuela dans le Mercosur. L'Argentine de Cristina Kirchner affiche quant à elle un clair soutien politique, participant à divers projets à caractère social et entretenant des liens commerciaux étroits avec le Venezuela. Ceux-ci devraient d'ailleurs encore se renforcer avec l'entrée officielle depuis du Venezuela au sein du Mercosur en tant que membre permanent. Enfin, malgré des stratégies de « contournement » d'une opposition frontale avec les États-Unis et d'élargissement de la sphère d'influence vénézuélienne (notamment dans le cadre de l'Union des Nations du Sud, UNASUR), la logique ami/ennemi reste de mise. Les figures d'Obama et du président colombien Santos, avec qui le Venezuela a normalisé ses relations depuis août 2010, en témoignent. En outre, par le biais d'une coopération étroite en matière économique, de la lutte contre le narcotrafic et de la médiation du Venezuela dans le processus de dialogue engagé avec les FARC et le gouvernement colombien<sup>40</sup>, le président vénézuélien a entamé un net rapprochement envers Santos dans l'objectif d'élargir ses soutiens régionaux en vue des élections présidentielles de 2012. Cette relation renforcée ne doit pourtant pas faire oublier que la multiplication des instances régionales, à l'instar de l'UNASUR et de la CELAC, peuvent tendre à réduire la portée des initiatives de l'ALBA dans certains domaines (comme la défense par exemple).

A l'approche du scrutin crucial de 2012, le Venezuela continue de soigner son image sur la scène internationale et souhaite toujours se positionner en tant qu'acteur régional majeur. Reste à savoir si cette politique survivra à un éventuel changement à la tête de l'État le 7 octobre 2012.

**Rédigé par Adeline Joffres, Université Paris 3, et Olivier Folz, Université de Lorraine.**

---

<sup>1</sup> Keller y Asociados, [http://fr.slideshare.net/Gonzalez\\_Victor/keller-iii-trimestre-2011](http://fr.slideshare.net/Gonzalez_Victor/keller-iii-trimestre-2011). Page consultée le 3 septembre 2012.

<sup>2</sup> Les enquêtes *Consultores 21* et *Keller y Asociados* portaient sur l'année 2010. Les personnes interrogées se divisent en trois catégories : environ 30 % de chavistes, 30 % d'opposants au chavisme et 40 % de « ni-ni », ce qui laisse une part non négligeable à l'incertitude.

<sup>3</sup> En 2009, le PIB est en baisse de - 3,2 % et de 1,5 % en 2010. Chiffres de la Commission Economique Pour l'Amérique Latine (CEPAL) et de la Banque centrale du Venezuela (BCV).

<sup>4</sup> Chiffres de la CEPAL et de la BCV.

<sup>5</sup> Au cours du premier trimestre 2012, l'augmentation du secteur pétrolier est de 2,2 %. Chiffres de la BCV.

<sup>6</sup> Pour le premier trimestre 2012, la hausse est respectivement de 29,6 % et de 27,7 %. Chiffres de la BCV.

<sup>7</sup> Banco central de Venezuela, *Informe a la Asamblea nacional sobre los resultados económicos del año 2011*, p. 35.

<sup>8</sup> Chiffres de la CEPAL et de la BCV.

<sup>9</sup> En 2010, la dette publique s'élève à 71 milliards de dollars, soit 38,4 % du PIB. Au second semestre 2012, elle est de 82 milliards de dollars. Source de la BCV.

<sup>10</sup> Alors que le solde des réserves internationales était de 43 milliards de dollars en décembre 2008, actuellement, il n'est plus que de 26 milliards de dollars.

<sup>11</sup> Organization of the petroleum exporting countries, *Anual statistical boletín 2012*, p. 30.

---

<sup>12</sup> David Recondo, « Pérodollars et politiques sociales », in Olivier Compagnon, Julien Rebotier, Sandrine Revet (dir), *Le Venezuela au-delà du mythe. Chávez, la démocratie, le changement social*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 2009, p. 52.

<sup>13</sup> Chiffres de Pétrôles de Venezuela Sociedad Anónima (PDVSA), *Balance de la Deuda Financiera Consolidada*, 2011, p. 3. En 2007, le montant de la dette était de 14 milliards.

<sup>14</sup> Institution créée par le Président de la République en 2005. Sa fonction est de redistribuer les sommes provenant de la rente pétrolière octroyées par la BCV.

<sup>15</sup> Cf. Banque centrale du Venezuela, *Informe económico 2010*, p. 198.

<sup>16</sup> Calculs personnels sur la base des chiffres de la BCV.

<sup>17</sup> Cf. Les différents rapports de la CEPAL, de la Banque Mondiale et du gouvernement vénézuélien. Nous soulignerons également les avancées obtenues dans le cadre des *Objectifs du millénaire pour le développement*.

<sup>18</sup> En 2008, les exportations de pétrole rapportent 95 milliards de dollars à l'État. En 2009, elles ne sont plus que de 57 milliards et de 65 milliards en 2010. Organization of the petroleum exporting countries, *Annual statistical boletin 2012*, p. 16.

<sup>19</sup> Les missions ont été mises en place dans l'objectif de répondre aux nombreuses attentes sociales des classes populaires. Pour connaître la liste des différentes missions et leurs champs d'action, voir <http://gobiernoenlinea.gob.ve/home/misiones.dot>.

<sup>20</sup> Ministère du pouvoir populaire de la planification et des finances vénézuélien. <http://www.sisov.mpd.gob.ve/indicadores/>. Page consultée le 7 septembre 2012.

<sup>21</sup> CEPAL, *Panorama social de América latina 2011*.

<sup>22</sup> Cf. Roberto Briceño León, *Venezuela 2010-2012: Entre el conflicto y el cambio*, Caracas, Documentos LACSO, 2011.

<sup>23</sup> De 25 % en 2011, de 15 % le 15 mai 2012 et à nouveau de 17,25 % le 1<sup>er</sup> septembre 2012.

<sup>24</sup> Maisons de fortune construites soit en tôles, soit en terre, généralement situées en périphérie des grandes villes.

<sup>25</sup> Approuvée le 1er mai 2012, elle réduit le nombre d'heures de travail hebdomadaire, instaure des indemnités de licenciement, des congés maternité de 26 semaines pour les femmes et de 2 semaines pour les hommes. *Ley organica del trabajo, los trabajadoras, los trabajadores*, Gaceta oficial Extraordinaria n° 6.076, Caracas, 7 de mayo 2012.

<sup>26</sup> *Ley contra las discriminaciones raciales*, Gaceta oficial n° 39.823, Caracas, 19 diciembre 2011.

<sup>27</sup> Le PSUV regroupe le MVR et d'autres forces de gauche ralliées au chavisme.

<sup>28</sup> Lors de ces élections, le Mouvement V<sup>e</sup> République (MVR) enregistre un score de 44,4 %, loin devant le second, AD, qui récolte seulement 16,1 % des voix. Chiffres du Conseil National Électoral (CNE).

<sup>29</sup> L'opposition avait refusé de participer aux élections parlementaires de 2005 ce qui permit au Mouvement V<sup>e</sup> République (MVR) de dominer une Assemblée nationale monochrome entièrement acquise au président Chávez.

<sup>30</sup> La MUD recueille 5 334 309 voix, soit 47,09 % et le PSUV 5 451 422, soit 48,12 %. Calculs personnels selon les chiffres du CNE.

<sup>31</sup> Chiffres du CNE.

<sup>32</sup> La réforme de la Constitution de 1998 concernait 69 articles. Les plus polémiques portaient sur la réélection indéfinie du Président de la République pour une période de sept ans (Art. 230), la construction d'une démocratie socialiste (Art. 158) et la création d'un régime socio-économique qui reposerait sur les principes socialistes et anti-impérialistes (Art. 299). *Constitución de la República Bolivariana de Venezuela (reformada 2007)*, Caracas, Ministerio del Poder Popular para la Comunicación y la Información, Noviembre 2007, pp. 222-223, 156, 294-295. Le référendum de 2007 fut rejeté à 50,7 % et celui de 2009 approuvé à 54,85 %. Nous soulignerons le taux d'abstention respectivement de 44,11 % et de 29,67 %. Chiffres du CNE.

<sup>33</sup> Contrairement au projet de réforme de la Constitution de 2007, l'amendement constitutionnel proposait uniquement la réélection indéfinie du Président de la République (Art. 230), des députés à l'Assemblée nationale (Art. 192), ainsi que les députés régionaux (Art. 162), des gouverneurs (Art. 160) et des maires (Art. 174).

<sup>34</sup> Cf. Unidad Venezuela, *Agenda de la Unidad*, 2010.

<sup>35</sup> María Bolívar, Reina Sequera, Yoel Acosta Chirinos, Luis Reyes et Orlando Chirino.



---

<sup>36</sup> Chiffres du CNE.

<sup>37</sup> Idem.

<sup>38</sup> Idem.

<sup>39</sup> Accord de coopération énergétique actuellement souscrit par 18 pays d'Amérique centrale et des Caraïbes impliquant un financement à long terme consenti à de faibles taux d'intérêt.

<sup>40</sup> En signe « d'amitié », le Venezuela a notamment arrêté puis livré à Bogota en avril 2011 l'ancien chancelier des FARC, Joaquin Perez Becerra, qui transitait légalement par l'aéroport de Caracas.